

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Mercredi (après-midi) 10 juin 2015

Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques

**81 2015.RRGR.234 Motion 068-2015 Kipfer (Thoune, PEV)
Mise en oeuvre des prescriptions sur les assurances sociales - Réduction des primes de
l'assurance-maladie - Critères d'octroi de la réduction**

N° de l'intervention: 068-2015
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 02.03.2015
Déposée par: Kipfer (Thoune, PEV) (porte-parole)
Cosignataires: 0
Urgence: accordée le 19.03.2015
N° d'ACE: 589/2015 du 13 mai 2015
Direction: JCE

**Mise en œuvre des prescriptions sur les assurances sociales - Réduction des primes de
l'assurance-maladie - Critères d'octroi de la réduction**

Le Conseil-exécutif est chargé d'adapter le système pour que la réduction des primes d'assurance-maladie profite surtout aux Bernois et bernoises de condition économique modeste. Les points suivants seront pris en compte dans l'adaptation du système :

- plafonnement du revenu ;
- plafonnement par famille ;
- déclarations de planification UDC (Schwarz) et PEV (Jost) adoptées pendant le débat EOS de 2013 ;
- motion 004/2013 (Bhend, PS et Löffel, PEV).

Développement :

La présente motion complète la motion financière déposée sous le même titre. Elle a pour but d'améliorer les critères d'octroi de la réduction des primes.

La subvention cantonale pour la réduction des primes d'assurance-maladie est passée de 122 (chiffres d'avant l'EOS) à 87 millions de francs (chiffres du budget 2015), sous l'effet de la politique d'austérité décidée dans le cadre de l'EOS. La subvention fédérale ayant un taux fixe de 7,5 pour cent du montant brut des primes, elle est restée quasiment inchangée durant cette période. La part cantonale a quant à elle baissé de dix pour cent par rapport à la part fédérale.

La répartition des maigres moyens profite désormais à une part plus faible de la population. L'objectif de prestation – 25 à 40 pour cent de la population bernoise bénéficiant de la réduction des primes – ne pourra vraisemblablement pas être atteint en 2015. Le Grand Conseil a d'ailleurs décidé en janvier dernier que cet objectif ne devait plus être retenu comme un critère déterminant pour la répartition de la réduction des primes. C'est un point de vue auquel les motionnaires peuvent se rallier.

Mais aucun autre objectif quantifiable n'a été défini dans la loi. L'amélioration du système a pourtant été déjà réclamée dans le cadre du débat sur l'EOS et antérieurement. Il est donc grand temps d'agir.

Le Conseil-exécutif a voulu dans un premier temps renoncer à la mise en œuvre de la mesure EOS 10.1a, mais la majorité du Grand Conseil a exigé sa réalisation intégrale lors des débats budgétaires de novembre 2014. Le Conseil-exécutif étudie actuellement les interactions entre la réduction des primes et l'aide sociale. Les conclusions de cette analyse devront être prises en compte dans l'adaptation du système de réduction des primes d'assurance-maladie.

Le PEV est désireux de contribuer aux efforts d'économie dans ce domaine également. Mais nous pensons néanmoins que les économies décidées dans les assurances sociales doivent être retouchées. Dans une motion financière déposée préalablement, nous proposons de définir

un objectif de prestation liant le montant de la subvention cantonale à celui de la subvention fédérale et ayant pour effet de la faire remonter à environ 105 millions, soit 7 millions de plus qu'en 2014. La part cantonale serait ainsi indexée pour les années à venir. Signalons en outre que la Confédération adapte chaque année sa subvention (à la hausse) puisque celle-ci est calculée sur la base du montant brut des primes. La mesure que nous proposons permettrait au canton de Berne de réserver une somme correspondant au minimum à 10 pour cent du montant brut des primes pour leur réduction.

Evolution du solde du groupe de produits

Avant EOS:	Total 395 mio (100 %)	Conf. 273 mio (69 %)	Canton 122 mio (31 %) (44,6 % de la subv. féd.)
Budget 2014:	Total 371 mio (100 %)	Conf. 273 mio (74 %)	Canton 98 mio (26 %) (35,9 % de la subv. féd.)
Budget 2015:	Total 367 mio (100 %)	Conf. 280 mio (76 %)	Canton 87 mio (24 %) (31,1 % de la subv. féd.)
Motion:	Total 385 mio (100 %)	Conf. 280 mio (73 %)	Canton 105 mio (27 %) (37,5 % de la subv. féd.)

Signalons que la subvention fédérale est redéfinie chaque année et qu'elle suit l'évolution des primes d'assurance-maladie.

Source: rapport concernant la LiLAMAM (chiffres arrondis)

Déclarations de planification EOS de novembre 2013 :

UDC, PBD, PLR, UDF (Schwarz)

Réduction des primes d'assurance-maladie: éliminer les erreurs de système qui se traduisent par des réductions de prime inutiles.

Adoptée par 144 voix contre 7 et 2 abstentions

PEV, Jost

Mettre la mesure EOS 10.1 Coupes dans le domaine de la réduction des primes en œuvre à partir de 2015 de manière à ce que le montant de la réduction accordée aux bénéficiaires soit échelonné plus précisément en fonction du revenu déterminant ou alors que l'échelonnement soit supprimé.

Adoptée par 151 voix sans opposition et 1 abstention

Nous demandons, outre l'adaptation du solde du groupe de produits réclamée dans la motion financière, l'amélioration des critères d'octroi de la réduction des primes selon les conditions énoncées plus haut.

Réponse du Conseil-exécutif

Le Conseil-exécutif est chargé d'adapter le système de réduction des primes d'assurance-maladie pour que la réduction profite surtout aux personnes de condition économique modeste. Il prend position comme suit sur les différents points de la motion:

1. Plafonnement du revenu

Le système bernois actuel de réduction des primes prévoit un plafonnement du revenu identique pour tous sous la forme d'un revenu maximal déterminant, qui se montait à 30 500 francs en 2015.

Le revenu déterminant se fonde sur le revenu et la fortune nets de tous les membres d'un ménage corrigés par l'addition ou la soustraction de différents éléments des données fiscales. En fonction de la situation familiale, diverses déductions sociales sont ensuite pratiquées (cf. le schéma de calcul de l'Office des assurances sociales [OAS] ¹). Ce mode de calcul permet de fixer le même revenu maximal pour tous les types de ménages du canton de Berne sans que des inégalités criantes en termes de charge financière n'en résultent pour certaines catégories d'entre eux. Le Conseil-exécutif considère pour cette raison que la réglementation actuelle correspond déjà aux objectifs poursuivis par les motionnaires.

2. Plafonnement par famille

S'il faut comprendre que les auteurs de la motion entendent limiter le montant maximal qu'une famille peut recevoir au titre de la réduction des primes, le Conseil-exécutif répond à leur demande de la manière suivante:

Depuis l'introduction du régime obligatoire en 1996, le système d'assurance-maladie suisse repose sur le principe de la prime par tête. La somme dépensée par un ménage pour s'acquitter des primes dépend par conséquent fortement du nombre de personnes qui le

¹ http://www.jgk.be.ch/jgk/fr/index/praemienverbilligung/praemienverbilligung/anspruch.assetref/dam/documents/JGK/ASVS/fr/PVO/P_V_Berechnungsschema_1_2015_fr.pdf

composent. Afin que les ayants droit puissent être soutenus de manière utile, la réduction des primes, se calquant sur le même principe, est également calculée par tête, ce qui permet d'adapter l'aide fournie à la situation de chaque ménage. Il existe donc déjà une limite, définie par la taille du ménage, le revenu déterminant et la région de primes, au montant que chaque ménage peut obtenir.

Les ménages (en particulier les familles) sont très hétérogènes de par le nombre de leurs membres et leur composition (familles monoparentales, familles nombreuses, etc.). Or, la définition d'un montant maximal fixe par famille ne permettrait pas de tenir compte de cette diversité. Une telle mesure aurait avant tout des conséquences sur les familles nombreuses, qui obtiendraient une réduction moindre et seraient ainsi contraintes de supporter une charge financière plus lourde. L'objectif fondamental que constitue le soutien financier aux personnes vivant dans des conditions économiques modestes ne pourrait donc plus être rempli.

S'il faut comprendre que les auteurs de la motion entendent octroyer la réduction maximale des primes à toutes les familles du canton, le Conseil-exécutif répond à leur demande de la manière suivante:

Le système actuel de réduction des primes avantage les familles, en ce qu'un montant de 10 000 francs par enfant et par jeune adulte réputé membre de la famille peut être déduit du revenu et de la fortune nets corrigés en tant que déduction sociale. En d'autres termes, les familles bénéficiaires doivent actuellement payer moins de primes que, par exemple, un ménage sans enfants dont le revenu est équivalent, parce que les déductions sociales leur permettent plus facilement d'obtenir le statut de bénéficiaire. En outre, les primes des enfants et des jeunes adultes en formation sont réduites de 50 pour cent, comme le prévoit l'article 65, alinéa 1^{bis} de la loi fédérale sur l'assurance-maladie (LAMal). Ainsi, les familles jouissent déjà d'une aide plus importante que les autres catégories de ménages dans le cadre du système actuel.

L'octroi de la réduction maximale à toutes les familles occasionnerait de grandes dépenses, mais accroîtrait de plus les inégalités entre les familles. Actuellement, les montants octroyés au titre de la réduction des primes pour les enfants et les jeunes adultes en formation sont les mêmes dans toutes les régions: ils se montent à 50 pour cent de la prime, conformément à l'article 65, alinéa 1^{bis} LAMal. La réduction accordée aux parents dépend en revanche du revenu du ménage. Cette façon de procéder garantit que les familles dont les revenus sont les plus faibles obtiennent les montants les plus élevés. Si toutes les familles étaient regroupées dans la même catégorie, un traitement différencié ne serait plus possible et les familles les plus modestes s'en trouveraient désavantagées.

Que les auteurs de la motion souhaitent fixer une limite à la réduction obtenue par chaque famille ou qu'ils entendent octroyer à toutes les familles la réduction maximale, le Conseil-exécutif considère que la mesure envisagée n'est pas pertinente et propose par conséquent le rejet du point 2 de la motion.

3. *Déclaration de planification de l'UDC: éliminer les erreurs de système*

Le système bernois de réduction des primes tient d'ores et déjà compte dans toute la mesure du possible de nombreuses erreurs pouvant donner lieu au versement injustifié de montants au titre de la réduction des primes. Le calcul du revenu déterminant, notamment, permet d'éviter des erreurs en ce que différentes dépenses sont soustraites du revenu et que les déductions sociales sont adaptées à la situation familiale. Ainsi, toutes les contributions au pilier 3a ainsi que les contributions facultatives au deuxième pilier sont prises en compte lors du calcul du revenu déterminant. La comptabilisation de tous les montants supérieurs à un pour cent de la valeur officielle d'un bien-fonds investis dans l'entretien de ce dernier poursuit le même but. En effet, personne ne doit pouvoir faire diminuer son revenu déterminant, et ainsi obtenir un droit à la réduction des primes, en rénovant le logement dont il est propriétaire.

Par ailleurs, le fait que le droit à la réduction des primes ne soit pas calculé automatiquement pour certaines catégories de personnes (p. ex. pour les personnes dont le revenu net corrigé est inférieur à 14 000 francs par an ou pour les personnes imposées à la source) constitue un mécanisme de correction supplémentaire. Les personnes concernées doivent déposer une demande de réduction des primes, après quoi leur droit est examiné de manière détaillée.

Une réduction ne leur est octroyée que s'il est avéré qu'elles vivent dans des conditions économiques modestes. Par conséquent, le Conseil-exécutif considère que la réglementation actuelle correspond déjà aux objectifs poursuivis par les motionnaires.

4. *Déclaration de planification du PEV: suppression de l'échelonnement*

Les auteurs de cette déclaration de planification entendent réduire ou supprimer les effets de seuil entre les différentes catégories de revenus afin de garantir une répartition plus équitable des moyens consacrés à la réduction des primes.

Il existe deux effets de seuil importants dans le système actuel: le premier se manifeste lorsqu'un ayant droit cesse de percevoir l'aide sociale, l'autre lorsqu'un ayant droit cesse de bénéficier de la réduction des primes. Ces deux effets de seuil ne peuvent être compensés uniquement par des mesures relevant de la réduction des primes. Il existe également des effets de seuil entre les classes de revenus, mais ceux-ci sont faibles. Si le revenu brut augmente par exemple de 500 francs par an, l'effet de seuil provoque une réduction du revenu disponible de 3 à 180 francs seulement par an et par personne.

La progressivité du système impliquerait que le montant octroyé au titre de la réduction des primes devrait être calculé exactement pour chaque ménage en fonction de son revenu déterminant. La moindre modification de celui-ci (en cas de changement de la situation financière, personnelle ou familiale) conduirait à l'ajustement du montant octroyé, qui devrait ensuite être versé et communiqué à l'ayant droit. Un tel mode de procéder rendrait le système opaque et provoquerait une augmentation des questions posées par écrit ou par téléphone. Il faudrait également s'attendre à ce qu'un plus grand nombre de demandes soient déposées (puisque même des fluctuations minimales du revenu déterminant modifieraient le montant de la réduction). Dans un système progressif, les sommes allouées aux ayants droit n'auraient pas nécessairement d'incidence sur le budget, mais les coûts administratifs seraient sensiblement plus élevés.

Le Conseil-exécutif est d'avis que le passage à un système progressif ne serait pas utile, car il réduirait encore l'efficacité, déjà modeste, de la réduction des primes et provoquerait une charge financière et organisationnelle considérable à la seule fin d'éliminer des effets de seuil faibles voire minimales entre les classes de revenus. Par conséquent, le Conseil-exécutif propose le rejet du point 4 de la motion.

5. *Motion 004-2013 (Bhend PS, Löffel PEV): réglementation visant les concubins*

La motion 004-2013 charge le Conseil-exécutif d'élaborer un projet pour que les couples mariés et les couples vivant en concubinage soient traités sur un pied d'égalité pour l'évaluation du droit à la réduction des primes, qu'ils aient ou non des enfants. Le Grand Conseil a adopté la motion. L'examen effectué par la JCE en ce qui concerne sa mise en œuvre a livré les résultats suivants:

- Les critères permettant de définir le concubinage ne sont pas clairs, car il s'agit d'une relation de couple qui n'a pas été sanctionnée formellement. Cette absence de définition univoque pose des difficultés dans le système de réduction des primes pour l'identification des couples vivant en concubinage. Le manque de critères objectifs rendent impossible la constatation des faits pour le service concerné. Pour la même raison, les principaux intéressés ne peuvent pas non plus apporter de preuve quant à leur relation.
- L'introduction d'une réglementation visant les concubins coûterait à certains couples et à certaines familles leur droit à la réduction des primes, puisque le partenaire disposant du revenu le plus élevé serait considéré comme faisant partie du ménage. Dans d'autres cas, elle pourrait provoquer l'augmentation du montant octroyé au titre de la réduction des primes ou modifier le droit à la réduction des primes de tous les membres du ménage. La mise en œuvre d'une telle réglementation pourrait donc donner lieu à une augmentation des coûts générés par la réduction des primes.
- Les couples vivant en concubinage devraient pouvoir être identifiés d'office et automatiquement pour qu'une telle réglementation puisse être appliquée dans le système de détermination automatique du droit à la réduction des primes. Il serait par ailleurs impossible de la mettre en œuvre à l'aide des données du contrôle des habitants, car les relations entre personnes partageant le même logement ne doivent pas être annoncées à celui-ci. Le

passage de la simple colocation au concubinage échappe donc à tout contrôle de l'autorité. Les données à ce sujet devraient être obtenues auprès de l'Intendance des impôts, puisque celle-ci est informée chaque année de la situation de chaque ménage au moyen de la déclaration d'impôts. Aucune des informations contenues dans la déclaration d'impôts ne pourrait toutefois servir de critère. Il ne serait par exemple pas possible de se fonder sur la déduction pour personnes seules, puisque toutes les colocations seraient dans ce cas automatiquement considérées comme des ménages de concubins. Il s'ensuit que des données supplémentaires devraient être collectées.

Ces réflexions font sérieusement douter de la conformité au droit d'une éventuelle concrétisation de la motion, raison pour laquelle la Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques (JCE) a chargé Monsieur Thomas Gächter, titulaire de la chaire de droit public, droit administratif et droit des assurances sociales à l'Université de Zurich, de l'élaboration d'un avis de droit devant déterminer si la motion peut être mise en œuvre de manière conforme au droit et, le cas échéant, quel devrait être le contenu des dispositions légales nécessaires. L'expert formule les réflexions suivantes:

- La motion a pour but de rendre le système de réduction des primes plus équitable. Le traitement égal des concubins et des couples mariés exige que seuls les couples entretenant une relation équivalente à celle d'un couple marié soient pris en compte. Or, vu la définition floue du concubinage, cette exigence ne peut être remplie dans le cadre d'un traitement de données en masse tel que l'est celui de la détermination du droit à la réduction des primes.
- Il convient de relever que le traitement équitable des concubins et des couples mariés avantagerait certains concubins alors qu'il coûterait à d'autres leur droit à la réduction des primes. Par conséquent, des critères parfaitement objectifs et rigoureux devraient présider à la constatation officielle du concubinage dans le cadre du système de détermination automatique du droit à la réduction des primes. Or, ni les données actuellement détenues par l'Intendance des impôts ni d'éventuelles données supplémentaires que cette dernière pourrait collecter, pas plus que les données du contrôle des habitants, ne remplissent cette exigence.
- Une déclaration émanant des couples eux-mêmes ne serait pas non plus un gage de traitement équitable, car certains couples pourraient en profiter pour prétendre être concubins, alors qu'il pourrait s'avérer avantageux pour d'autres de passer ce fait sous silence. L'avis de droit exprime le problème de la manière suivante: «la différence entre une simple relation entre colocataires et un concubinage stable est de nature émotionnelle plutôt que financière» (traduction). En raison de l'impossibilité d'effectuer des contrôles, une obligation de déclarer les relations de concubinage engendrerait de nouvelles inégalités parmi les couples vivant maritalement. Ainsi, il serait fait une entorse au principe de l'égalité – et, par conséquent, au droit constitutionnel – en ce qui concerne les couples vivant maritalement.
- Etant donné que le concubinage, contrairement au mariage, n'est pas institutionnalisé et qu'il n'existe pas d'obligations légales entre les partenaires, une réglementation visant les concubins ne pourrait reposer que sur une présomption, qui devrait pouvoir être renversée par la production d'une preuve. Or, une telle procédure ne serait pas compatible avec le système automatique actuel.
- Dans le cadre de l'aide sociale, les concubins ne peuvent être considérés comme une unité d'assistance, ce qui signifie que leurs revenus et leurs fortunes ne doivent pas être considérés comme un tout. En cas de concubinage stable, le revenu et la fortune du partenaire ne percevant pas d'aide sociale peuvent être pris en compte, mais uniquement dans une mesure adaptée à la situation.

Selon l'avis de droit demandé, une réglementation visant les concubins telle que la demandent les auteurs de la motion 004-2013 ne peut être mise en œuvre, que ce soit dans le cadre d'une procédure automatisée de traitement de données en masse ou dans le cadre d'une procédure d'examen déclenchée par le dépôt d'une demande. En raison de l'absence inévitable de traitement individualisé et de moyens de contrôle, une réglementation visant les

concubins conduirait à de nouvelles inégalités entre couples non mariés. Ces inégalités ne se justifieraient pas de manière objective, contrairement aux inégalités de traitement entre couples mariés et concubins, puisque la loi prévoit une obligation mutuelle d'entretien dans le cadre du mariage. L'objectif poursuivi, à savoir le traitement équitable des couples mariés et des concubins par rapport à la réduction des primes, ne pourrait donc pas être atteint.

En outre, une règle visant tous les concubins risque, pour des raisons pratiques, d'introduire dans les faits une obligation d'entretien mutuelle pour cette catégorie de personnes, ce qui pose un problème du point de vue juridique.

Il convient toutefois de relever que, lors du calcul du revenu déterminant, les couples mariés et les personnes seules peuvent actuellement déjà procéder à des déductions sociales (13 000 fr. par couple et 2200 fr. par personne seule) afin que la situation économique de chaque membre de n'importe quel type de ménage puisse être correctement évaluée. Vu l'existence d'une telle possibilité, le Conseil-exécutif est convaincu que l'inégalité de traitement entre couples mariés et concubins est atténuée autant que possible dans le système actuel par la prise en compte du revenu déterminant, qui permet de déterminer la situation économique de chacun.

En raison des difficultés d'ordre juridique évoquées, et en particulier de la violation du principe de l'égalité de droit, ainsi que des problèmes pratiques que poserait l'identification des couples vivant en concubinage, le Conseil-exécutif propose le rejet du point 5 de la présente motion.

Proposition du Conseil-exécutif :

Vote point par point

Points 1 et 3: adoption et classement

Points 2, 4 et 5: rejet

Délibération groupée avec l'affaire 2015.RRGR.196

Le président. Wir kommen nun zu den Geschäften der Justiz-, Gemeinde- und Kirchendirektion und warten bis Herr Regierungsrat Neuhaus eintrifft. Ich kann an dieser Stelle bereits bekannt geben, dass wir die Traktanden 80 und 81 gemeinsam beraten. Allerdings wurde Traktandum 81 zurückgezogen. Das heisst, wir werden anschliessend nur die Finanzmotion diskutieren, also Traktandum 80. Herrn Kipfer wird jedoch zusätzlich eine kurze Erklärung zum Rückzug von Traktandum 81 abgeben. Sie können sich darauf vorbereiten, dass sich die folgende Diskussion auf die Finanzmotion beschränkt. Nun warten wir noch einen Moment.

La séance est interrompue brièvement jusqu'à l'arrivée du conseiller d'Etat Neuhaus.

Le président. Ich begrüsse Herrn Regierungsrat Neuhaus zu den Geschäften der Justiz-, Gemeinde- und Kirchendirektion und gebe nun Herrn Grossrat Kipfer für die Finanzmotion EVP und die kurze Erklärung zum Rückzug des Traktandums 81 das Wort.

Hans Kipfer, Thoune (PEV). Es ist richtig, dass wir nun nur über die Finanzmotion debattieren. Die zweite Motion ist zurückgezogen und ich gebe zuerst eine kurze Erklärung dazu ab. Die beiden Motionen wurden ursprünglich als eine gesamte Finanzmotion eingereicht und dann auf Aufforderung des Ratssekretariats aufgeteilt. Nach meiner Meinung müssten wir für die Zukunft Wege finden, wie innerhalb einer Finanzmotion sowohl das Zahlenwerk, wie auch die konkrete Ausgestaltung einer Massnahme debattiert werden kann.

Was hat zum Rückzug der Motion geführt? Im Ratsbüro sind Bestrebungen im Gang, dass Teilrückzugsmöglichkeiten von Motionen unter dem neuen Parlamentsrecht eingeschränkt werden sollen. Da der Regierungsrat Teil eins meiner Motion gar nicht beantwortet hat, könne ich nicht nur diesen stehen lassen und die anderen Punkte zurückziehen, wurde mir mitgeteilt. Damit ich kein Präjudiz schaffe, ziehe ich nun die ganze Motion zurück und bitte das Ratsbüro, die Teilrückzugsmöglichkeit definitiv zu klären und offiziell zu kommunizieren.

In der Sache selber sind wir von der EVP immer noch überzeugt, dass das Kriteriensystem für die Prämienverbilligungen angepasst werden muss und nicht nur die Eintrittsschwellen gesenkt werden dürfen, damit die richtigen Personen von der Prämienverbilligung profitieren. Dieser Meinung ist auch Herr Regierungsrat Neuhaus. Ich zitiere ihn aus dem Ratsprotokoll vom Januar: «Ich verteile entsprechend [...] die Mittel, die wir bekommen. [...] Zudem muss man prüfen, wie man es verteilt. Sie wissen, dass gezielte Tröpfchenbewässerung in einem ausgeklügelten System vermutlich die bessere Wirkung zeigt, als mit der Milchbränte um sich zu spritzen.» Ich kann dazu nur sagen: Just do it! Also machen wir es doch auch so.

Nun komme ich zur Finanzmotion. Auch hier gehe ich zurück zur Januarsession. Wir haben damals seitens der EVP im Gesetz einen Ersatz des Leistungsziels gefordert. Der Rat hat das alte Leistungsziel berechtigterweise gestrichen, und uns von der EVP aufgefordert, per Motion einen konkreten Vorschlag einzubringen. Hier ist nun der konkrete Vorschlag, der wieder mehr Verlässlichkeit und Planbarkeit in dieses ganze System bringen soll. Mit diesem Vorschlag verfolgen wir zwei Ziele: eine ausgewogene Höhe der verfügbaren Kantonsfelder sowie Schutz vor Willkür. Bezüglich der ausgewogenen Höhe der Kantonsfelder muss man wissen, dass der Bund seinen Beitrag nach den Bruttoprämien berechnet. Von diesen schüttet er 7,5 Prozent an die Kantone aus. Wenn die Prämien steigen, steigt demnach auch der Bundesbeitrag. In der ASP-Debatte haben wir Sparmassnahmen auf dem Kantonsbeitrag beschlossen, Bundesbeiträge erachte ich als durchlaufende Beträge.

Die Anbindung an den Bundesbeitrag in der vorgeschlagenen Höhe führt dazu, dass wir mit ca. 105 Mio. Franken rechnen müssen. Da wir in dieser Sache inzwischen einen Zahlensalat haben, zitiere ich dazu wieder Herrn Regierungsrat Neuhaus aus der Januar Debatte: «2012 stellte der Kanton Bern 129 Mio. Franken bereit, 2015 sind es noch 80 Mio. Franken.» Mit diesen 105 Mio. Franken gemäss unserem Vorschlag treffen wir uns also irgendwo in der Mitte der Sparbemühungen zwischen 2012 und 2015. Seitens der EVP erachten wir dies als vertretbares Volumen, sowohl für den Kanton wie für die betroffenen Bürger. Gemeinsam mit dem Kantonsbeitrag stehen somit mindestens 10 Prozent der Bruttoprämien für Vergünstigungen zur Verfügung, welche mit einem optimierten Bezugssystem den richtigen Personen zukommen sollen.

Nun komme ich zum Schutz vor Willkür. Die EVP hat in der Debatte im Januar die Befürchtung geäussert, dass das System bei einem Wegfall des Leistungsziels der Willkür ausgeliefert ist. Diesmal zitiere ich mich selber: «[...] Die Kapitulation vor dem Finanzdruck setzt die Prämienverbilligung der Willkür aus – nämlich der Willkür, dass die Kantonsbeiträge gänzlich gestrichen werden können. Ich hoffe, dass dies das Ziel keiner einzigen Partei hier im Saal ist.»

Was ist nun eingetreten? Die Bezügeranzahl – und nicht das System – wurde soweit gesenkt, dass 2014 27 Mio. Franken budgetierte Mittel nicht eingesetzt wurden. Das heisst, Berner, die nach bisheriger Einschätzung als in bescheidenen wirtschaftlichen Verhältnissen lebend taxiert wurden, haben neben den eingesparten 24 Mio. Franken zusätzlich 27 Mio. Franken nicht erhalten. Es wurden demnach total 51 Mio. Franken weniger ausgeschüttet. Das nenne ich Willkür und nicht Budgetungenauigkeit. Das ist aber noch nicht genug. In der Finanzkommission wurden uns für 2016 die Planzahlen für die individuellen Prämienverbilligungen (IPV) präsentiert. Dort akzentuiert sich eine Tendenz, die schon in der Motionsantwort ablesbar war. Der Bund erhöht den Beitrag aufgrund der gestiegenen Prämien, der Kanton schöpft diesen Betrag als Einsparung ab und lässt ihn den Bedürftigen nicht zukommen.

Wir haben hier die Höhe der Kantonsbeiträge beschlossen. Diese aufgrund höherer Bundesbeiträge weiter zu senken ist Willkür, ist unfair und bestätigt leider unsere Befürchtungen über das fehlende Leistungsziel. Nun will man den Handlungsspielraum nicht einschränken. Meine Damen und Herren, Handlungsspielraum wofür? Für unfaires Vorgehen? Für andere Privilegien? Die EVP will mit der Anbindung an den Bundesbeitrag die mittelfristige Stabilität und Verlässlichkeit sichern. Nutzen wir den Handlungsspielraum für eine klar armutsbeschränkende Massnahme.

Zum Schluss weise ich noch auf zwei Aspekte hin. Kürzlich haben wir den Bericht zu den Auswirkungen dieser Kürzungen auf die Sozialhilfe erhalten. Das Argument, man solle noch warten und weitere Abklärungen machen, greift meines Erachtens nicht. Man hat ja vorerst bei den oberen der tiefen Einkommen gekürzt und nicht bei den unteren. Darum gibt es noch keine Auswirkungen. Doch wenn mehr Mittel zur Verfügung stehen, kann damit eher der Fall in die Sozialhilfe verhindert werden. Zweitens haben uns vor allem die Parteien EDU und FDP aufgefordert, einen Systemvorschlag zu machen. Ich habe aufgezeigt, dass es ein System braucht, um vor Willkür zu schützen. Sie haben nun diesen Vorschlag von uns auf dem Tisch. Es handelt sich um eine praktikable Lösung. Nehmen Sie Stellung dazu, und bekennen Sie sich zu einem fairen und

verträglichen System.

Le président. Wir haben nun zu dieser Finanzmotion den Antrag des Regierungsrats und der Finanzkommission auf Ablehnung. Grossrat Pfister begründet nun die Ablehnung seitens der Finanzkommission.

Hans-Jörg Pfister, Zweisimmen (PLR), rapporteur de la Commission des finances. Mit einer Annahme dieser Motion würden wir ganz klar die Flexibilität des Kantons in der Finanzplanung stark einschränken. Die Finanzkommission hat darüber diskutiert und ist zum Schluss gekommen, dass wir im Moment dieser Motion nicht zustimmen können. Mit 10 zu 6 Stimmen bei 1 Enthaltung hat die Finanzkommission sie abgelehnt. Wir sind aber ganz klar gegen ein zusätzliches Sparen bei den Prämienverbilligungen. Für das Jahr 2016 ist vorgesehen, 56 Mio. Franken Verbilligung auszuschöpfen.

Das Hauptargument der Finanzkommission war aber auch, dass die Gesundheits- und Fürsorgedirektion den Auftrag erhalten hat, einen Bericht darüber zu machen, wie viele Leute wegen dem Wegfall ihrer Prämienverbilligung in die Sozialhilfe abgerutscht sind. Im Moment sind das prozentual wenig Leute, wie wir dem vor 14 Tagen erschienen Bericht entnehmen können. Die GEF setzt ihre Untersuchung fort, vertieft sie noch und wird uns später noch andere Zahlen mitteilen. Sollte dann dieser Rutsch extrem gross sein, wird die FiKo meines Erachtens wieder darüber debattieren. Aber bevor wir entscheiden, möchten wir die Auswirkungen wirklich seriös und fundiert vorliegen haben. Ich bitte Sie daher im Namen der Finanzkommission, diese Motion abzulehnen.

Natalie Imboden, Berne (Les Verts). Diese Motion will einen Systemwechsel beim Finanzierungsmeccano für die individuellen Prämienverbilligungen. Der Beitrag des Kantons soll mit demjenigen des Bundes finanziell gekoppelt werden. Diese Koppelung führt dazu, dass die Prämienverbilligung indexiert wird und dem Verlauf der effektiven Prämienentwicklung, also den realen Gesundheitskosten, folgt. Es handelt sich um eine Finanzmotion, denn sie macht keine Aussagen über die Verteilung des Geldes. Diese ist in der Verordnung zum Gesetz geregelt. Der Bund zeigt, wie es geht. Wenn die Prämien steigen – was gesamtschweizerisch ebenso wie im Kanton Bern jährlich geschieht –, dann steigen beim Bund auch die Prämienverbilligungen, die der Kanton Bern erhält. Der Kanton Bern macht aber genau das Gegenteil. Die Prämien steigen und steigen, und wir senken und senken unsere Prämienverbilligungen ins Bodenlose. Darunter leiden die unteren und mittleren Einkommen.

Ich nehme es vorweg. Die grüne Fraktion unterstützt diesen Vorstoss, weil er eine Verbesserung dessen ist, was wir hier angerichtet haben. Durch die Mithilfe der zuständigen Direktion mit einem zusätzlichen Sparbeitrag im Jahr 2014 wurde reduziert oder eher fast zu Tode geschrumpft, was der Kanton Bern an Prämienverbilligungen noch auszahlt, wie der Motionär ausgeführt hat.

In der Vorstossantwort steht, dass der Kantonsbeitrag im Planjahr 2016 noch 81 Mio. Franken betragen wird. Gemäss der Finanzmotion wären es ungefähr 108 Mio. Franken. Für die Grünen ist das, angesichts all der Menschen, die heute keine Prämienverbilligungen mehr erhalten, eine wichtige Verbesserung. Aber diese Motion ist nur ein Tropfen auf den heissen Stein. Der Stein ist sehr heiss. Darum haben wir die Befürchtung, dass der kleine Tropfen eben auch sehr schnell verdampft. Diese Motion genügt unseres Erachtens nicht. Sie geht zwar in die richtige Richtung, und wir unterstützen sie. Aber das Resultat wird immer noch massiv unter dem sein, was wir bei den Sport-Sparmassnahmen in diesem Kanton hatten. Wir sind schockiert, und man spricht von «Willkür», wenn gemäss den Aussagen der JGK in der Stellungnahme der Finanzkommission dokumentiert ist, dass für das Planjahr 2016 nur noch 56 Mio. Franken vorgesehen sind. (*Unruhe*). Liebe Kolleginnen und Kollegen, 56 Mio. Franken, das ist wirklich ein Nichts im Vergleich mit den 380 Mio. Franken, die insgesamt ausbezahlt werden. Wir erwarten hier vom zuständigen Regierungsrat eine klipp und klare Aussage dazu, ob wir damit rechnen müssen, dass wir nur noch 56 Mio. Franken im Voranschlag 2016 haben. Der Zahlensalat ist angerichtet. Wir appellieren hier an den Regierungsrat, endlich Ordnung in diesen Zahlensalat zu bringen. So kann es wohl nicht weitergehen, dass niemand mehr den Überblick hat, welche Zahl eigentlich gilt.

Es ist ein gesetzeswidriger Zustand, dass 42 000 Personen die Prämienverbilligung verloren haben. Wir unterbieten unsere eigenen Gesetze. Dabei tragen wir im Kanton Bern bereits heute im gesamtschweizerischen Vergleich die rote Laterne. Wir sind nicht nur diejenigen, die eine tiefe Bezügerquote haben, sondern unser Kantonsanteil hinkt demjenigen des Bundes weit hinterher. Im

interkantonalen Vergleich stehen wir auf dem allerletzten Platz. Die Motion, die wir hier unterstützen, wird uns vielleicht ein kleines bisschen weiter bringen. Doch wir werden immer noch an letzter Stelle liegen, denn diese Motion ändert nichts am grundsätzlichen Problem. Dagegen gibt es nur ein Rezept und zwar das Duopack des Referendums und der Initiative «Ja zu den bewährten Prämienverbilligungen». Bereits 13 000 Menschen haben das Referendum unterzeichnet, das wir letzte Woche in einem breiten Bündnis eingereicht haben. Sie verlangen eine rasche Änderung und Abstimmung. Die Initiative ist im Moment nicht in der Sammelphase. Erst mit ihr ist es möglich, den massiven Abbau rückgängig zu machen.

Fazit: Die grüne Fraktion unterstützt diesen Vorstoss, obwohl er ein kleiner Tropfen auf dem heissen Stein ist. Aber er geht in die richtige Richtung. Zum Glück, liebe Kolleginnen und Kollegen, hat in dieser Frage die Bevölkerung das letzte Wort – der direkten Demokratie sei Dank. Mittels Initiative und Referendumsrecht haben die Bernerinnen und Berner am Schluss die Möglichkeit, selber zu entscheiden, ob sie die Prämienverbilligung in diesem Kanton als wichtig erachten, oder ob sie diesem bürgerlich dominierten Grossen Rat folgen wollen. Wir unterstützen die vorliegende Motion.

Ursula Marti, Berne (PS). Diese Motion nimmt ein brisantes Thema auf, das uns sehr wichtig ist. Ich habe es an diesem Mikrophon schon mehrmals gesagt, und ich sage es noch einmal: Die Kürzungen der Prämienverbilligungen, welche der Grosse Rat mit der Holzhackermethode vorgenommen hat, gehen viel zu weit. Sie sind schädlich, und sie sind mickrig. Der Kanton Bern richtet von allen Kantonen mit Abstand die geringsten Verbilligungen aus. Nathalie Imboden hat das auch schon ausgeführt. Dies geschieht, obwohl wir im Kanton Bern die zweithöchsten Krankenkassenprämien der ganzen Schweiz haben. Das System der Verbilligungen ging ursprünglich davon aus, dass Bund und Kantone je die Hälfte bezahlen. Das ist schon lange passé. Der Kanton Bern hat im Jahr 2013 nur noch 25 Prozent bezahlt, die Tendenz ist sinkend. Das schweizerische Mittel liegt bei 45 Prozent. Die Bundesbeiträge erhöhen sich aufgrund der steigenden Krankenkassenprämien laufend. Und was macht der Kanton Bern? Ich wiederhole, was Hans Kipfer bereits gesagt hat, denn es ist wirklich massiv stossend: Statt ebenfalls seinen Teil zu erhöhen, wie es eigentlich gedacht wäre, nutzt er die höheren Bundesbeiträge aus, um seine eigenen Beiträge noch weiter zu reduzieren. Der Kanton Bern verhält sich äusserst illoyal gegenüber dem Bund und vor allem gegenüber seinen Bewohnerinnen und Bewohnern.

Die SP hat reagiert. Wir haben zusammen mit der grünen Partei und weiteren Partnern das Referendum gegen diese Gesetzesänderung eingereicht und eine Initiative lanciert, die verlangt, dass wieder dieselben Verbilligungen ausgerichtet werden, wie vor dem ASP-Kahlschlag. Auch der EVP gehen diese Kürzungen zu weit, und sie versucht, mit der vorliegenden Finanzmotion Schadensbegrenzung zu machen. Wir sind nur halb glücklich damit. Die Motion geht auf jeden Fall in die richtige Richtung, aber sie geht eben ein bisschen zu wenig weit. Wir möchten gerne weiter gehen. Wir möchten mit der Initiative die ASP-Reduktion ganz rückgängig machen. Bereits vor der ASP wurde bei der Prämienverbilligung abgebaut. Die vorherige Reduktion akzeptieren wir. Weitere Kompromisse können wir aber nicht eingehen. Folglich geht auch die EVP-Motion zu wenig weit, denn sie kompensiert nur einen Teil der ASP-Reduktion. Trotzdem haben wir uns aus einer pragmatischen Haltung heraus klar entschieden, diese Motion zu unterstützen, denn sie geht eben wirklich in die richtige Richtung. Wir sehen sie als eine Zwischenlösung für das Jahr 2016. Sie ist besser als gar nichts. Wir hoffen, dass bis 2017 unsere Initiative angenommen und umgesetzt ist und wir wieder die alten Beiträge haben. Es ist also ein pragmatisches Ja der SP-Fraktion.

Jakob Etter, Treiten (PBD). Die ASP-Massnahmen werden uns noch lange verfolgen. Auch das ist eine Folge der ASP-Massnahmen. Die Prämienverbilligungen wurden schon oft und in verschiedenem Zusammenhang diskutiert. Die Prämienverbilligung für Familien und Einzelpersonen mit geringem Einkommen sind unbestritten. Wir stehen klar dahinter. Wir müssen aber auch alle Massnahmen ergreifen, damit die Krankenkassenprämien nicht unbegrenzt weiter steigen. Jedes von uns kann einen Beitrag dazu leisten.

Soll der Kantonsbeitrag fest an den Bundesbeitrag gekoppelt werden? Die BDP-Fraktion schliesst sich der Meinung der Regierung und der Finanzkommission an und lehnt diese Finanzmotion ab. Mit der festen Koppelung verliert der Kanton seinen notwendigen Handlungsspielraum, also geschieht genau das Gegenteil von dem, was der Motionär vorher am Rednerpult gesagt hat. Der Bundesbeitrag beträgt 7,5 Prozent der Bruttoprämien. Das heisst, jede Veränderung der Bruttoprämie wird automatisch eine Veränderung des Beitrags zur Folge haben, sprich eine

Erhöhung des Kantonsbeitrags. Das wäre ein Faktor mehr, der unsere Hände bindet und wo wir beim Budget nichts mehr sagen können. Dabei beklagen wir uns immer, dass wir bei der Budgetierung wenig Spielraum hätten. Im letzten Jahr wurden 27 Mio. Franken weniger ausbezahlt, wie wir gehört haben. Das basierte nicht auf Willkür, Hans Kipfer. Das war, weil es den Bernerinnen und Bernern besser ging; weil weniger unter den Schwellenwert fielen. Mit der festen Anbindung von drei Achtel oder 37,5 Prozent des Bundesbeitrags, müsste ja der Schwellenwert jedes Mal wieder heraufgesetzt werden, damit eben der Anteil, der steigt, jeweils angehoben wird. Hier sind wir dagegen. Wir sind nicht bereit, unseren Handlungsspielraum noch mehr einzuschränken. Ich habe noch eine Frage an die Grünen und die Linken: Sind Sie bereit, die Initiative und das Referendum zurückzuziehen? Die BDP-Fraktion lehnt diese Finanzmotion einstimmig ab und ist nicht bereit, den Handlungsspielraum des Grossen Rats bei den Finanzen weiter einzuschränken.

Ueli Studer, Niederscherli (UDC). Ich möchte es gerne kurz machen. Die SVP lehnt diese Motion ganz klar ab, und ich schliesse mich meinem Vorredner an. Der Regierungsrat beantragt die Ablehnung und begründet das damit, dass eine Indexierung der Kantonsfinanzen auf die jährlichen Bundesbeiträge im Bereich der Prämienverbilligungen die Handlungsfreiheit oder Flexibilität zu stark einschränken würden. Das sei in seiner Finanzplanung vor allem massgebend. Das will die SVP nicht. Der Grosse Rat hat anlässlich der Novembersession 2013 im Rahmen der ASP-Diskussionen auf Antrag des Regierungsrats entschieden, die Kantonsbeiträge für die Krankenkassenverbilligungen um 35 Mio. Franken zu kürzen. In der Debatte über das Budget 2015 hat der Grosse Rat das eigentlich wiederholt. Die Mehrheit sagte klar noch einmal, dass sie diesen Kürzungsentscheid bestätigt. In diesem Sinn kann ich Ihnen nur empfehlen, dem Regierungsrat zu folgen. Die SVP wird einstimmig ablehnen.

Barbara Streit-Stettler, Berne (PEV). Selbstverständlich unterstützen wir unseren Kollegen Hans Kipfer und seine Finanzmotion. Damit wählen wir, ganz wie es einer Mitte-Partei gebührt, den Mittelweg. In der ASP-Debatte haben wir die Kürzung der Gelder für die Prämienverbilligung mitgetragen. Dazu stehen wir auch heute noch. Wir sind dagegen, nun einfach das Rad auf die Vor-ASP-Zeit zurückzudrehen und das ursprüngliche Sozialziel, das wir im Januar herausgenommen haben, wieder einzuführen. Trotzdem sind wir der Meinung, dass wir der Sparwut auf vernünftige Weise Grenzen setzen müssen. Die Prämienverbilligungen sind für uns eine wichtige Möglichkeit, Leuten in bescheidenen finanziellen Verhältnissen, wie das eben in den gesetzlichen Grundlagen steht, gezielt unter die Arme zu greifen. Das hat nichts mit Giesskannenprinzip zu tun. Das Missbrauchspotenzial ist klein, weil ja die Prämienverbilligungen direkt an die Krankenkassen ausbezahlt werden. Es ist auch ein sehr unkompliziertes System, weil das Anrecht auf Prämienverbilligungen aufgrund der Steuerdaten errechnet wird und sie nicht beantragt werden müssen. Bei der Finanzmotion geht es also darum, dass auch in Zukunft genügend Mittel, nicht nur vom Bund, sondern auch vom Kanton Bern, für die Prämienverbilligungen zur Verfügung gestellt werden.

Wir wollen nicht, dass hier immer stärker gespart wird. Unter jeder Kritik ist für uns in dieser Beziehung das Verhalten der JGK. Aus unserer Sicht hat die Direktion das Augenmass verloren. Seitdem die ASP-Debatte das Budget der Prämienverbilligungen gekürzt hat und der Grosse Rat das Sozialziel hat streichen müssen, ist die JGK so richtig auf den Spargeschmack gekommen und hat gerade noch 27 Mio. Franken zusätzlich gespart. Vor der ASP gab man noch 122 Mio. Franken aus. Im Budget 2015 sind es noch 87 Mio. Franken. Das ist zynisch all denen gegenüber – Tausende sind direkt betroffen – die nun aus der Berechtigung für diese Prämienverbilligungen hinausgefallen sind. Man hat offensichtlich einfach ein bisschen am System herumgeschraubt und hat überhaupt nicht im Griff, wie viel dabei gespart wird. Trotzdem steht in der Antwort des Regierungsrats, wenn man die Motion von Hans Kipfer annehmen würde, werde die Flexibilität des Kantons Bern eingeschränkt. Da fragt man sich, welche Kosten die Flexibilität hat, wenn wir ein Kanton sein müssen, der auf Kosten der Bedürftigen flexibel ist. Der Bund erhöht das Budget der Prämienverbilligungen regelmässig, das haben wir schon gehört. Dagegen will der Kanton 2016 auf demselben Niveau bleiben. Das bedeutet also, dass der Kanton mit Hilfe des Bundes auf dem Buckel der Armen spart. Die EVP ist für eine vorsichtige Ausgabenpolitik. Wir setzen uns dafür ein, dass das Budget im Gleichgewicht bleibt. Das haben wir mit unserem Abstimmungsverhalten auch immer wieder klargemacht. Im Bereich der Prämienverbilligungen wurde die Sparschraube aber eindeutig überdreht. Es ist beschämend, wie man hier einfach nach Lust und Laune weiterdreht. Hier gilt es tatsächlich, einfach einmal «Halt» zu sagen, zugunsten von Leuten, die es wirklich nötig

haben. Wir bitten Sie, mit uns zusammen die Finanzmotion zu unterstützen.

Katrin Zumstein, Bützberg (PLR). Ich kann grundsätzlich an die Voten von Jakob Etter und Ueli Studer anknüpfen. Auch die FDP schliesst sich der Begründung der Regierung und der Finanzkommission an und erachtet eine Koppelung der individuellen Prämienverbilligungen an die Bundesbeiträge als ein untaugliches Instrument. Das vom Motionär vorgeschlagene System nimmt dem Kanton die notwendige Flexibilität, in konkreten neuen Situationen auch entsprechend handeln zu können. Ein neues System kann dann allenfalls entwickelt werden, wenn man sieht, welche Auswirkungen diese Reduktion der Prämienverbilligungen tatsächlich hat. Der vor zwei Wochen zugestellte Bericht stellt noch keinen Trend zu einem vermehrten Gang zum Sozialamt fest. Damit genauere Aussagen gemacht werden können, braucht es etwas mehr Zeit, und wir haben vorhin von Hans-Jörg Pfister von der Finanzkommission gehört, dass man dann Massnahmen ergreifen könnte, wenn entsprechende Auswirkungen sichtbar würden. Die FDP empfiehlt deshalb einstimmig, diese Finanzmotion abzulehnen.

Thomas Brönnimann, Mittelhäusern (pvl). Auch die glp-Fraktion schliesst sich der Argumentation des Regierungsrats an. Grossrätin Imboden hat darauf hingewiesen, dass die Bezügerquote für sie ein Problem sei. Wir finden eher, dass die frühere Bezügerquote von 40 Prozent problematisch gewesen ist. Für uns ist wichtiger, dass bei den 20 oder 25 Prozent, also dem untersten Quintil oder Quantil, noch etwas übrig bleibt, das substanziell zu einer Entlastung führt. Denn zwischen 30 und 40 Prozent ist es wirklich häufig ein Nullsummenspiel. Was dieser untere Mittelstand als Prämienverbilligung erhält, muss er dann über die Steuern einfach wieder bezahlen. Das Volk wird ja die Möglichkeit haben, sich direkt zu äussern, wie erwähnt wurde. Das ergibt dann die langfristige Lösung. Uns scheint auch, als Übergangslösung sei diese Finanzmotion nicht notwendig. Noch ein Wort zu diesem so genannten «Bericht», der hier herumgeistert: Uns scheint, man dürfte ihn gar nicht so nennen. Wir betrachten ihn als schwach und dürrtig. Die Zahlen sind zu wenig aussagekräftig und der Zeitraum ist zu kurz, als dass wir uns erlauben würden, daraus Schlüsse zu ziehen.

Jakob Schwarz, Adelboden (UDF). Auch die EDU schliesst sich den Vorrednern an. Ein festgelegter Prozentsatz oder ein Anteil ist nicht praktikabel. Das nimmt uns Handlungsspielraum, das steht ausser Frage, und das wissen die Finanzpolitiker ebenso wie Kollege Kipfer. Es ist einfach etwas, das wir nicht verändern können. Wenn wir in schwierigen Situationen sind, sparen wir dann in andern Bereichen umso stärker. Was mich vielleicht noch mehr gestört hat, war die Sprecherin der EVP, die von «Sparwut» gesprochen hat; die JGK sei «auf den Spargeschmack gekommen» und so fort. Ich möchte Ihnen hier sagen, dass es auch in der JGK, beziehungsweise im betreffenden Amt, keine Hellseher gibt. Wir haben drei Prämienregionen und vier Einkommensklassen, und die Berechnung der Prämienverbilligung basiert auf Ziffer 9 der Steuererklärung. Wie will die JGK im Voraus wissen, wie viele Leute von der Prämienverbilligung begünstigt werden? Es gibt Leute mit einem Einkommen, das manchmal höher und manchmal tiefer ist. Also bitteschön, Sie können doch nicht im Voraus sagen, wie viele Beitragsberechtigte vorliegen, und in welcher Höhe die entsprechenden Beiträge anfallen. Das ist unmöglich! Das Amt muss einmal mit einem festgelegten Raster arbeiten, und dann sieht es, wohin das führt. Da kann man auch nicht sagen, das sei «Sparwut». Das Amt kennt das Ergebnis schlicht und einfach nicht im Voraus. Die EDU-Fraktion lehnt diese Motion ab.

Le président. Wir kommen zu den Einzelvoten. Frau Grossrätin Imboden hat das Wort.

Nathalie Imboden, Berne (Les Verts). Jakob Etter hat uns angesprochen, weil wir diejenigen sind, die in einem breiten Bündnis mit der SP, den Gewerkschaften und verschiedenen anderen Organisationen, sowohl das Referendum als auch die Initiative lanciert haben. Wahrscheinlich ist es für dich eine Enttäuschung, Jakob. Ich habe es vorhin gesagt: Das letzte Wort zu diesem Thema hat das Volk – der direkten Demokratie sei Dank! Ehrlich gesagt bin ich froh um die Vertreter und Vertreterinnen von Volksparteien. Ich hoffe, Sie erinnern sich später daran, was die Bevölkerung sagt, wenn sie darüber abstimmen kann.

Nun möchte ich noch kurz auf zwei Punkte eingehen, auch weil sie vorher thematisiert wurden. Ich schliesse mich dem Votum des glp-Sprechers über den so genannten «Bericht» und seine Qualität an. Ich komme zum gleichen Schluss wie du, Thomas. Dieser Bericht beantwortet die zentrale

Frage nicht. Wenn man hier ein Leistungsziel von 25 Prozent streicht, dann ist es zum Glück nicht so, dass alle Betroffenen nun zur Sozialhilfe gehen müssen. Man hat das Sozialziel auf 22,7 Prozent hinuntergedrückt, und ich bin froh, dass im Kanton Bern nicht so viele Leute von der Sozialhilfe abhängig sind. Darum geht es aber auch gar nicht. Die Prämienverbilligung ist nicht ein Instrument für Leute in der Sozialhilfe, das halte ich für einen zentralen Punkt. Diese brauchen sie auch, und sie haben ein Anrecht darauf. Doch hier geht es darum, die hohen Kosten des unteren und mittleren Mittelstands abzufedern. Daher ist es ja hoffentlich nicht so, dass gleich alle Betroffenen direkt in die Sozialhilfe gehen müssen.

Und weil ich gerade über das Votum von Grossratskollege Brönnimann spreche, habe ich noch etwas. Du hast von einer 40-Prozent-Bezügerquote gesprochen. Liebe Kolleginnen und Kollegen, in den letzten acht Jahren war das nie der Fall. Der Kanton Bern war weit von solchen Bezügerquoten entfernt. Vielleicht geschah das früher einmal, doch die Zahlen der letzten Jahre zeigen, dass wir einmal unter 30 Prozent waren, dass wir dann auf 25 Prozent gefallen sind, und dass die Bezügerquote nun 22 Prozent beträgt. Wir fallen noch weiter, wenn das passiert, was der Justiz-, Gemeinde- und Kirchendirektor beabsichtigt. Das ist die Realität. Daher sprechen wir hier von der 25-Prozent-Bezügerquote. Diese entspricht dem Gesetz, das nicht eingehalten wurde. Und in einem Rechtsstaat erstaunt es mich doch, dass niemand dies zum Thema macht!

Christoph Neuhaus, directeur de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques. Dear Mister John Kipfer, «just do it», hast du mir gesagt. And we just do it as well as possible, and as long as we have money. Lieber Hans Kipfer, ich muss aber zwei Vorwürfe zurückweisen, nämlich den «Zahlensalat» und die «Willkür». Wir haben ein Gesetz und eine Verordnung, und am Jahresanfang definieren wir, wie das Geld verteilt wird. Danach wird die Auszahlung zeitnah und direkt vorgenommen. Am Jahresanfang können wir jedoch nicht sagen, wie viele Bernerinnen und Berner heiraten oder sich scheiden lassen werden, wie viele ein Studium abbrechen oder aufnehmen, wie viele zuwandern usw. Auch im Gesetz der grossen Zahlen ist es schwierig, den Wahrsager zu spielen. Deshalb gibt es Abweichungen zwischen Budget und Rechnung. Es ist auch klar, dass der Bund seinen Beitrag jährlich um 7,5 Prozent erhöhen muss. Diese Zunahme ist fix, und wenn der Kanton Bern sparen muss, kann er das nur bei seinem Beitrag tun. Er kann ja schliesslich nicht beim Bundesbeitrag sparen, das wäre doch etwas abwegig.

Der Kurzbericht über Sozialhilfebezüger und -bezügerinnen ist wenig aussagekräftig, wie wir gesehen haben. Ich muss hier auch klar festhalten, dass wir kein Interesse an zusätzlichen Sozialhilfebezügerinnen und -bezügern haben, weil man die Leute von der Prämienverbilligung quasi in die Sozialhilfe verschiebt. Dort hätten sie ein Anrecht auf maximale Prämienverbilligung, und das hätte dann auch wieder eine entsprechende Kostenwirkung für den Kanton.

Wie richtig gesagt wurde, lagen wir im vergangenen Jahr 2014 um 27 Mio. Franken unter dem Budget. Bei dieser Aussage liess man allerdings elegant unter den Tisch fallen, dass der Aufwand in den Jahren 2010–2013 insgesamt um 114,1 Mio. Franken grösser war als das Budget. Wenn Sie das durch vier teilen, dann erhalten Sie rund 28 Mio. Franken pro Jahr, die man in den letzten vier Jahren jeweils zusätzlich zum budgetierten Betrag ausgegeben hat. Letztes Jahr waren es eben 27 Mio. Franken weniger, und nun geht die Welt unter.

Frau Grossrätin Imboden, Sie haben das Wort «Willkür» wiederholt. Ich sage es noch einmal: Wir haben ein Gesetz, und wir haben eine Verordnung. Wir stecken in einem engen Rahmen, und vor allem haben wir kein Geld. Mich haben die markigen Worte gestört, die das Verhalten der JGK geisseln. Frau Barbara Streit sprach von «Sparwut» und davon, dass das Verhalten der JGK «unter jeder Kritik» sei. Doch hier im Grossen Rat wurde ein entsprechendes Sparziel beschlossen. Der Regierungsrat hat in den Jahren zuvor auch schon gespart. Wenn Sie mir nun den schwarzen Peter zuschieben, dann muss ich Ihnen diesen einfach zurückgeben und Ihnen sagen: Es ist beschämend, wie Sie mir «a Chare fahre». Ich lasse mich hier nicht zum «Bölima» machen. Wir haben ein Budget und eine Rechnung. Wir haben Differenzen, und wir versuchen, die Bernerinnen und Berner mit dem wenigen Geld möglichst wirkungsvoll zu bedienen.

Lesen Sie doch bitte einen Artikel in der «NZZ» von Ende Mai. Er zeigt Interessantes auf. Mit den Steuern nimmt man den Bernerinnen und Bernern Geld weg und gibt es Ihnen nachher via Prämienverbilligung wieder zurück. Darüber kann man geteilter Meinung sein. Sie haben diskutiert und wir haben nun einen Vorgeschmack auf das, was mit Referendum und Initiative auf uns zukommt. Wenn Sie im Finanzbereich weiterhin Spielraum haben und jeweils im November über ein Budget diskutieren und abstimmen wollen, dann lehnen Sie diese Finanzmotion ab. Der Regierungsrat empfiehlt Ihnen ganz klar die Ablehnung.

Le président. Vielen Dank für die Ausführungen. Der FiKo-Sprecher verzichtet auf ein zweites Votum. Dann hat der Motionär, Herr Grossrat Kipfer, noch einmal das Wort.

Hans Kipfer, Thoune (PEV). Eigentlich hatte ich bei meinem ersten Votum den Vorsatz, nicht zu scharf auf die JGK zu schießen. Aber was ich jetzt gehört habe, das geht nicht! Man kann hier nicht sagen, man habe kein Geld, und dann so viele Millionen weniger brauchen. Das geht nicht, denn die gesetzlichen Grundlagen sind eindeutig, und man kann sie auch entsprechend anwenden. Die erzielte Grössenordnung ist keine Budgetabweichung, und wenn man für das Jahr 2016 eine solche auch wieder plant, ist das nicht plausibel.

Ich komme zu andern Voten. Von verschiedenen Parteien wurde die Flexibilität bemängelt. Wofür brauchen wir denn diese Flexibilität? Wenn wir sie jetzt haben, dann wollen wir sie für die Armutsbekämpfung nutzen. Zum erwähnten Bericht: Wir können ihm einzig entnehmen, dass wir auf einem Level sind, wo wir dafür schauen können, dass die Menschen nicht in den Armutsbereich kommen. Wir sind nicht im Bereich der Sozialhilfe, aber wir sind auf einem Level, wo wir das Geld einsetzen können, um Sozialhilfe zu vermeiden. Die BDP unterliegt meines Erachtens einem Grundlagenirrtum. Herr Etter sagte, man habe weniger Geld ausgeschüttet, weil es den Leuten besser gegangen sei. Doch man hat die Eintrittsschwelle ganz klar um fast 10 000 Franken hinuntergesetzt. Darum brauchte man weniger. Man hat die Eintrittsschwelle zu stark heruntergenommen. Das ist der Grund und nicht, weil es den Leuten besser ging. Ein letzter Punkt, SP und Grüne haben es bereits gesagt: Was wir fordern, geht ihnen zu wenig weit. Wir sind uns bewusst, dass wir hier eben einen Mittelweg vorschlagen. Deshalb können Sie sich hier zwischen dem Weg der Willkür und dem Weg der Giesskanne entscheiden. Wir schlagen den Mittelweg vor. Eine klare Anbindung ist gefordert, denn der Bund weiss schon, weshalb er es so berechnet. Wir fordern eine klare Anbindung an den Bundesbeitrag. Und die Auszahlung soll dann so gesteuert und die Kriterien gut an das angepasst werden, was wir in Planungserklärungen und Motionen fordern. Dann sind wir auf dem richtigen Weg und haben eine saubere Sache für die Zukunft. Ich danke Ihnen für Ihre Unterstützung.

Le président. Ich gebe Herrn Regierungsrat Neuhaus die Gelegenheit für eine kurze Replik.

Christoph Neuhaus, directeur de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques. Es braucht keine Replik auf das Schlussvotum des Motionärs, sondern einfach eine freundliche Einladung. Alle diejenigen, die mehr über das komplizierte System der Prämienverbilligung wissen wollen, lade ich herzlich ein. Dann erklären wir Ihnen gerne das System und Sie können sich zum Teil Vorstösse ersparen. Das System ist nicht ganz so einfach, wie man sich das vorstellt. Gerne zeige ich Ihnen, wer in den letzten Jahren wie viel gespart und wann man wie viele Prozente ausgeschüttet hat. Es ist nicht ganz so einfach, wie man es sich von aussen vorstellt. Daher mache ich hier nicht irgendeine Replik, sondern bitte Sie, direkt auf uns zuzukommen und sich informieren zu lassen. Dann können Sie sich Ihr eigenes Urteil bilden.

Le président. Damit kommen wir zur Abstimmung über diese Finanzmotion. Bitte aufpassen, ich lasse folgendermassen abstimmen: Der Antrag der Regierung und der FiKo lauten auf Ablehnung. Wer diesen Antrag auf Ablehnung annehmen will, stimmt ja, wer ihn ablehnt, stimmt nein. Bitte passen Sie gut auf.

Vote (proposition du Conseil-exécutif et de la CFin: rejet de la motion financière)

Décision du Grand Conseil :

Adoption de la proposition du Conseil-exécutif et de la CFin

Oui	86
Non	58
Abstentions	0

Le président. Sie haben den Antrag des Regierungsrats und der Finanzkommission angenommen und lehnen damit diese Finanzmotion ab. Somit ist dieses Geschäft bereinigt.

